



En grève contre la retraite à points !

Retraites : La fin d'un système de financement socialisé
Avec cette sixième réforme en trente ans, le projet Macron-Delevoye vise à démanteler le régime par répartition. Prétextant, la suppression des 42 régimes de retraites existants pour un régime unique, ce plan change radicalement de système. Ce sera le chacun.e pour soi : la retraite par points, où « chaque jour travaillé permettra d'acquérir des points ». Un point dont la valeur sera décidée par le gouvernement...

Fini le montant des pensions calculé pour les fonctionnaires sur les 6 derniers mois, ou les 25 meilleures années pour le privé.

Quant à l'âge légal, Delevoye (chargé de la casse des retraites) évoque « un âge à taux plein » ou âge d'équilibre », autant dire, un départ en retraite encore plus tardif.

Une contre-réforme idéologique

Cette nouvelle contre- réforme oublie la question centrale qui devrait être posée dans notre société, celle de la redistribution des richesses pour améliorer les conditions de vie des ancien.nes laborieux.ses et y compris de ceux qui n'ont pas pu cotiser.

Le bénéfice des seules entreprises françaises du CAC 40 c'est plus de 88 milliards d'euros pour 2017- 2018...

Derrière cette réforme, ce sont aussi les fonds de pensions qui guettent ! En changeant de système, l'État encouragera la capitalisation. Cela permettra au patronat des assurances de mettre la main sur les colossaux volumes d'argent que représentera le « marché des retraites ».

Il n'y a pas de problème de financement des retraites. Il y a juste un problème de capitalisme et de volonté politique.

Les riches paieront des assurances privées ; les pauvres travailleront plus vieux, ou devront se contenter des minima sociaux. L'enjeu des retraites consiste uniquement à mettre la pression sur les salariés. C'est une manœuvre des possédants pour s'accaparer encore plus les richesses produites.

Mettre un terme à la casse sociale

Sur le fond, c'est le capitalisme qui n'est plus supportable. L'État veut faire payer aux salarié.e.s une crise capitaliste dans laquelle ils n'ont aucune responsabilité. Il est temps de mettre un terme à la casse sociale et de construire un mouvement qui renverse la vapeur. Il faut en finir avec ce capitalisme criminel qui conduit l'humanité et la biodiversité à sa perte !

Si le gouvernement a un vrai plan de bataille pour briser les services publics et les systèmes de solidarité, force est de constater que, de notre côté, nous manquons de détermination et de moyens d'action. Les journées d'action espacées ne sont pas suffisantes pour construire un rapport de force nécessaire à renverser la vapeur !

Il est important que nous puissions toutes et tous nous retrouver, travailleurs/euses du privé comme du public, afin de faire converger nos forces et de construire, en assemblées générales, un vrai mouvement social.

Seul un mouvement de grève reconductible et déterminé nous permettra de stopper la casse sociale et d'inverser le rapport de force.

En attendant l'abolition du salariat, exigeons, au minimum :

- Le retour aux 37,5 annuités pour le public comme le privé
- Pas de pension inférieure au SMIC. Même si nous rappelons que la CNT ne se satisfait pas du SMIC actuel et qu'elle lutte pour l'augmentation des revenus les plus bas avec pour objectif l'abolition de toutes les hiérarchies de revenus par la construction d'une société fondée sur la répartition égalitaire des richesses.
- L'indexation des pensions sur les salaires et le refus des retraites par capitalisation. Gestion des cotisations par les travailleuses et les travailleurs.
- La garantie d'un taux de remplacement de 75% du salaire net (calcul sur la base des 6 meilleurs mois) pour toutes les travailleuses et tous les travailleurs !